

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 91 (1946)
Heft: 7

Artikel: Guglielmo Ferrero et l'art militaire
Autor: Revol, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342327>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Guglielmo Ferrero et l'art militaire¹

En publiant l'étude qui suit, nous sommes heureux de saluer M. le général J. Revol, notre distingué correspondant français pendant de nombreuses années et qui a bien voulu reprendre sa précieuse collaboration à notre revue.

(Réd.)

Je ne suis guère qualifié pour émettre une opinion sur les jugements de l'historien Guglielmo Ferrero en ce qui concerne la diplomatie ou la politique ; et pour savoir, par exemple, quand il attribue à l'Italie de 1796 une importance décisive dans l'avenir de l'Europe, s'il ne reporte pas sur sa patrie une valeur de grossissement nostalgique inséparable du cruel exil dont il a tant souffert au déclin de ses jours ; mais l'on ne saurait trop mettre en garde contre ses appréciations en matière d'art militaire.

En 1919, dès la fin de la première guerre mondiale, poursuivant l'œuvre de ceux qui, avant 1914, se fondaient sur des illusions d'ordre politique ou financier pour déclarer la guerre désormais impossible, G. Ferrero se risquait à conclure de la longueur du conflit et des difficultés auxquelles s'était heurtée la rupture des fronts, que le commandement des grandes armées modernes excédait la capacité du chef ; la traditionnelle expression « bataille de soldats », par quoi l'on avait

¹ BIBLIOGRAPHIE. — G. FERRERO : *Aventure* ; du même auteur : *Reconstruction* ; NAPOLÉON : *Correspondance* ; Clausewitz : *Campagne de 1796-1797* ; J. C. : *Etudes sur la Campagne de 1796-1797 en Italie* ; cap. COLIN : *L'Education militaire de Napoléon* ; A. SOREL : *L'Europe et la Révolution française* ; etc. — Les citations accompagnées d'une indication de page sont extraites de *Aventure*.

coutume de désigner cette malfaçon si souvent reprochée aux généraux incapables de conduire leurs troupes sur le champ de bataille, serait le pain quotidien des guerres à venir ; de là à condamner les recours à la force, il n'y avait qu'un pas que trop de nos contemporains n'hésitaient point à franchir pour se muer en adeptes fervents d'un pacifisme à tout le moins irréfléchi.

Et cependant, au cours même de cette guerre, l'action personnelle d'un Joffre dans la bataille de la Marne, celle d'un Foch dans les batailles de 1918, montraient qu'à aucun moment la direction des événements n'avait échappé à leur vigilance. La technique de la guerre a pu croître en intensité, les armes augmenter en nombre ou en qualité : dans ses manifestations de plus en plus amples et complexes, la guerre reste ce qu'elle a toujours été, une lutte entre deux volontés ; celle qui le moins s'abandonne l'emporte.

Impatient de tirer une déduction originale, G. Ferrero l'avait oublié : trouvait-on meilleur argument, pour mettre la guerre « hors la loi », que d'affirmer qu'elle serait impossible ? Tant pis si un tel résultat s'obtenait au mépris de toute documentation sérieuse sur les méthodes et les moyens dont dispose le haut commandement !

La même exploration superficielle au service de desseins analogues se révèle à propos des opérations conduites par Bonaparte lors de sa fameuse campagne de 1796-1797 en Italie : c'est ce qui caractérise l'ouvrage consacré naguère par Ferrero à cette campagne sous le titre d'*Aventure*. Aventure personnelle « d'un obscur lieutenant qui devient empereur », conjuguée à une aventure collective dans laquelle « la peur pousse les gouvernements à deux abus de la force : la terreur et la dictature au dedans, la guerre sans règles au dehors », (p. V).

Bornons-nous à la partie strictement militaire du problème : le rôle de Bonaparte commandant en chef de l'armée d'Italie et la guerre sans règles.

* * *

Au dire de Ferrero, Bonaparte se serait borné à réaliser dans un parfait esprit d'obéissance les intentions de son gouvernement : « Depuis le commencement de la campagne, jusqu'aux préliminaires de Leoben, Bonaparte n'est que l'exécuteur actif et habile de plans, de conseils et d'ordres qui viennent de Paris » (p. 10). Il y insiste au point de donner l'impression d'un chef militaire « toujours soucieux d'être couvert par un ordre supérieur » (p. 115), habile à « rejeter d'avance sur le gouvernement de Paris la responsabilité d'un désastre possible » (p. 120), s'efforçant « d'adoucir par sa déférence le mécontentement » (p. 174) que pourraient provoquer ses initiatives ; bref, d'un Bonaparte si respectueux et prudent, si dépourvu de caractère qu'il n'hésite pas à exécuter les ordres même « absurdes » transmis par le Directoire ! (p. 15, 41).

Qui veut trop prouver ne prouve rien et, dans cette évocation des rapports existant entre le commandement des armées et le gouvernement, Ferrero exagère quand il soutient que Bonaparte n'a joué qu'un rôle de subordonné déférent et soumis, et presque de comparse. Il exagère comme font ceux qui, ayant opiné dans le sens de l'indiscipline foncière dont aurait témoigné le jeune chef de l'armée d'Italie, en ont tiré cette conclusion dangereuse et fautive que l'indépendance du commandement doit s'exercer sans aucune restriction ni contrôle. La vérité se tient en un juste milieu. L'expérience montre qu'une harmonie faite de compréhension et d'entente réciproques doit constamment régner entre chefs militaires et gouvernants, ces derniers gardant la haute main sur la direction supérieure de la guerre, tandis qu'incombe aux premiers la conduite même des opérations. Un chef qui exécute un plan qu'il n'approuve pas n'est pas un chef ; il n'est qu'un valet. A son tour, un gouvernement qui se désintéresse des faits et

gestes du général auquel il confie ses armées, abdique l'essentiel de ses droits ; il manque à son devoir en perdant la notion des responsabilités dont il a la charge.

L'intelligent accord des uns et des autres s'impose dans toutes les phases d'une campagne, sans en excepter sa préparation et sa conclusion. Ainsi en a-t-il été de Bonaparte avec le Directoire en 1796-1797.

Quand Bonaparte est mis à la tête de l'armée d'Italie, depuis trois ans déjà il participe, de près ou de loin, à la conduite des opérations. Il a d'abord commandé l'artillerie de l'armée et le « mérite transcendant » que lui reconnaissent les représentants du peuple délégués à cette armée, lui assurait, dès octobre 1794, une place prépondérante dans l'établissement des plans de campagne. Parce que certaines pièces ne portent pas de signature, Ferrero en déduit qu'elles ne sont pas l'œuvre matérielle de Bonaparte. Qu'importe s'il en a été l'inspirateur ? Il faut savoir comment le travail s'exécute dans les états-majors : travail anonyme auquel chacun contribue pour sa part ; le commandant de l'armée l'authentifie en le revêtant de sa signature et si décisive que pouvait être la contribution de Bonaparte dans l'établissement des projets, il n'avait, pas plus qu'un autre, le « droit à la signature ».

Postérieurement, deux Notes, les Nos 75 et 83 de la *Correspondance, suite naturelle des documents précédents*, « portent le nom du futur conquérant de l'Italie ». C'est que Bonaparte, employé alors à Paris par le Comité de Salut public, a reçu le 19 août 1795 le titre de chef du bureau topographique, sans doute pour s'y occuper de l'armée d'Italie¹. Il brigue le commandement de cette armée ; peut-être en a-t-il déjà la promesse. Le plan d'opérations qu'il établit et qui transpose dans le domaine des réalisations militaires l'idée stratégique que tous préconisent (ainsi de Denain en 1712 ; ainsi de la

¹ Il n'existe pas trace de son intervention dans la conduite des autres armées.

Marne en 1914), il sait qu'il va avoir à l'exécuter. En signant ces pièces, il n'anticipe que légèrement sur une nomination qui sera bientôt officielle. Dès ce moment, il remplit sa fonction : la preuve en est fournie par le droit de signer qu'il exerce.

Qu'importe qu'à ce plan le Directoire ait ensuite ajouté des instructions un peu confuses extraites de celles établies en 1745 pour Maillebois (routine des bureaux de la Guerre) : une fois les opérations commencées, les événements dictent au chef sur place les décisions à prendre. C'est ce que fera Bonaparte et le succès aidant, le Directoire aura vite fait d'oublier ses prescriptions antérieures...

Comparez cette intimité préétablie entre gouvernants et chef d'armée en 1796, au désaccord de principe qui, en 1939, mettait entre les mains des chefs militaires français une armée de stricte défensive organique, tandis qu'une aventureuse diplomatie créait d'inopportuns prétextes d'initiative stratégique. Accord, entente, collaboration permanente, c'est la condition expresse de toute réussite dans la préparation de la guerre.

Pareillement à l'heure des traités de paix. « Vous m'avez donné plein pouvoir sur toutes les opérations militaires, écrivait Bonaparte au Directoire au lendemain de l'armistice de Leoben, et, dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'Empereur, sont devenus une opération militaire. » Cette position est tout à fait orthodoxe. Oserait-on prétendre aujourd'hui que si les chefs de gouvernements n'avaient point négligé en 1919 les admonitions de Foch sur les précautions militaires à prendre à l'égard de l'Allemagne, la paix signée à Versailles ne se fût pas révélée plus efficace pour assurer, dans l'avenir, avec la sécurité de la France, celle de l'Europe entière ?...

A y regarder de près, la campagne d'Italie, si l'on fait abstraction des quelques frictions inévitables, reste un modèle des rapports à établir entre le général qui se trouve « au centre

de tout » (l'expression est de Bonaparte) et les dirigeants de Paris n'ayant qu'une notion souvent déformée et toujours décalée des situations.

* * *

Ce n'est pas non plus sans fondement que les spécialistes des choses de la guerre voient dans les opérations de cette campagne le type rarement égalé des plus belles manœuvres. Pour Ferrero, elles n'offrent qu'une succession de combinaisons extravagantes, « une stratégie et une tactique qui, en violant les règles » (p. 37), aboutissent à un résultat décevant.

« Le plan était absurde » (p. 38) ose-t-il affirmer de l'entrée en Italie par la trouée de Cadibone et de la séparation qui s'ensuivit entre Sardes et Autrichiens. Il explique :

Si Bonaparte avait à Montenotte, le 11 et le 12 avril, séparé les Alliés, les Autrichiens auraient dû, après la bataille, se retirer vers Milan, dans la direction du nord-est. Mais le 28 avril, au moment où les Piémontais signaient à Cherasco l'armistice, l'armée autrichienne était à deux journées de marche de la petite ville où son allié capitulait. D'Acqui, où était le grand quartier général, elle avait marché par Nizza Monferrato vers Cherasco. Regardons la carte du Piémont : d'Acqui à Cherasco par Nizza, l'armée avait marché dans la direction non pas du nord-ouest, mais de l'ouest, non pas vers Milan, mais vers Turin. Bonaparte avait si peu, à Montenotte, séparé les armées alliées en leur imprimant des directions divergentes, que deux semaines après l'armée piémontaise et l'armée autrichienne marchaient toutes les deux vers Turin.

Et ce texte encadre un schéma dont les flèches péremptoires indiquent la marche convergente des deux armées alliées.

« L'histoire vraie est tout autre », pour parler comme Ferrero.

D'abord, il ne faut pas se figurer une armée à la façon d'un bloc réuni en un point et se mouvant tout d'une pièce avec la rigidité d'un automate. Les armées sarde et autrichienne étaient réparties dans des zones étendues, les gros de celle-là en position défensive autour de Ceva-Mondovi ; les

gros de celle-ci au sud d'Alexandrie en veine manifeste d'agression contre Gênes et la Riviera. Leur liaison assez précaire s'établissait sur la Bormida orientale (aux Autrichiens) et le seuil d'Altare qui offrait précisément aux Français la voie d'invasion la plus facile vers la plaine italienne. Comment les états-majors alliés avaient-ils pu oublier que la ligne de démarcation entre deux grandes unités constitue la partie faible de leur front ? Erreur d'autant plus condamnable que les forces alliées avaient leur centre de gravité dans des massifs peu praticables ; tout mouvement de troupes se heurtait à la rareté des communications transversales, en sorte que des retards s'imposaient dans la transmission des ordres ou leur exécution.

Il n'en allait pas de même pour les Français à qui la côte offrait une excellente rocade bien couverte par les divisions tenant le haut Tanaro ou la ligne de faite entre le San Bernardo et le seuil de Cadibone.

En troisième lieu, c'est peu au delà de ce seuil, exactement du carrefour de Carcare, que partaient en éventail les routes menant sur les objectifs que chaque allié avait mission de couvrir : Turin pour les Sardes, par Ceva, Mondovi, Cherasco ; Milan pour les Autrichiens, par Acqui et Alexandrie.

Enfin, la tendance à la disjonction entre les Alliés, favorisée déjà par l'indépendance de fait des deux commandements (c'est le vice propre aux coalitions), se trouvait encore accrue par la présence de la division Sérurier sur le haut Tanaro, ce qui maintenait Colli à l'ouest de la Bormida, tandis que l'occupation de Savone et les démonstrations françaises vers Gênes, y attiraient Beaulieu.

Rappelez-vous la situation des Franco-Britanniques en mars 1918, quand se produisit l'offensive allemande : Pétain couvrait Paris ; Douglas Haig couvrait ses bases des ports de la Manche et ces missions divergentes faisaient ainsi le jeu de l'assaillant. Il fallut l'intervention de Foch, placé au-dessus des deux commandements alliés pour leur assigner une mis-

sion commune : défendre Amiens. Or, en 1796, il avait manqué un Foch pour coordonner de cette manière les opérations des Sardes et des Autrichiens.

Il se présentait donc à Bonaparte un concours de circonstances favorables à une opération d'ensemble tentée à la jonction des armées alliées. On l'appelle la *manœuvre* de Montenotte et Ferrero la confond avec le *combat* de Montenotte qui en fut la première affaire sérieuse.

Ce combat du 12 avril n'était en somme qu'un incident : Bonaparte n'y assista même pas. Il marquait une prise de position au centre des adversaires. Il préluait à une séparation qui ne deviendra effective que deux semaines plus tard. Conjugué avec le combat de Dego (14 et 15 avril), il représente, *mutatis mutandis*, quelque chose de comparable à la « percée » allemande sur la Meuse en mai 1940 : on ne peut pas dire que de cette percée la séparation fut effectuée entre les armées de Belgique et celles de la ligne Maginot. La séparation ne sera définitive qu'à l'arrivée des Allemands à l'embouchure de la Somme quelque dix jours plus tard. Et si jusqu'à ce moment on peut, en jouant sur les mots, prétendre que notre 1^{er} groupe d'armées de Belgique n'était pas séparé des forces demeurées en territoire français, on ne voit pas cependant que leur réunion apparût bien commode. C'est une jonction de même genre que Ferrero, méconnaissant les situations psychologiques respectives des commandements adverses, estime très réalisable environ le 26 avril 1796, entre Colli rejeté sur Turin en une sorte de terreur panique et Beaulieu maintenu indécis dans la région d'Acqui.

Entre ces deux dates extrêmes — 12, 26 avril — se sont échelonnées les étapes de la manœuvre et ce que Ferrero prend pour une marche résolue des Autrichiens se portant d'Acqui à Nizza Monferrato pour se réunir aux Sardes, n'est que l'envoi le 24 avril d'un détachement de sûreté, avant-garde ou flanc-garde. Loin de songer à se jeter dans la pagaille dont témoignent les Sardes, le général autrichien ne cherche

qu'à prendre le large. Ce n'est pas la signature de l'armistice de Cherasco qui donne à Beaulieu le signal de la retraite au nord du Pô, puisque deux jours avant cette signature, le 26, Bonaparte a lancé les ordres de poursuite et malgré la célérité avec laquelle ses divisions victorieuses se portent aussitôt sur les traces de l'adversaire, elles ne parviennent point à l'atteindre.

En définitive, en avril 1796, la séparation des Sardes et des Autrichiens fut le résultat d'une remarquable adaptation des opérations militaires à une situation politique donnée ; au point que l'on distingue mal à qui, de la stratégie ou de la diplomatie, incombe la plus grande part dans le succès final. Ferrero, minimisant les objectifs atteints par l'armée, l'attribue en totalité à la défection de la cour de Turin. Le simple examen des opérations militaires montre combien décisifs furent, au contraire, le coup d'œil du général français, la vigueur et l'entrain de ses troupes.

Le plan de Bonaparte n'était pas aussi absurde ni aventureux que Ferrero veut bien le qualifier.

* * *

Même puérité en ce qui concerne la combinaison d'efforts entre l'armée d'Italie et les armées d'Allemagne. Ferrero l'appelle : « conception nouvelle » (p. 6), « fureur des aventures » (p. 154), « plan absurde et impossible » (p. 276). Or, il n'y a ni nouveauté aventureuse, ni absurdité, ni impossibilité.

Tout au long de l'histoire, les conflagrations européennes ont jumelé les deux théâtres d'opérations au nord et au sud des Alpes. La conjugaison s'est effectuée soit à chacune de leurs extrémités, à travers la France, le Frioul et la Carinthie, soit à l'intérieur par la Suisse ou par le Tyrol. Les réactions de l'empire romain contre les Barbares, la descente des armées impériales par la *route du couronnement* à l'époque du Saint-

Empire romain germanique témoignent de cette antique solidarité. — N'y a-t-il pas comme un déterminisme historique à voir nos guerres d'Italie, entreprises sous le prétexte du bon plaisir, se transformer en une lutte sévère contre l'expansion garmano-italienne des Habsbourg ? — Richelieu préludera à l'engagement de la France dans la guerre de Trente ans par une expédition en Valteline. — En 1703, Villars par l'Allemagne et Vendôme par l'Italie combinaient de se rejoindre à travers le Tyrol pour concerter ensuite une marche sur Vienne. — La succession de Pologne, celle d'Autriche, prolongent le synchronisme des opérations en Allemagne et en Italie : tous les écrivains militaires classiques, de Feuquières à Bourcet, l'estiment de grand rendement.

Dès lors, est-il surprenant que dans les plans de campagne élaborés en vue de la lutte contre l'Europe coalisée, la France révolutionnaire reprenne cette discipline intellectuelle passée à l'état de tradition dans la stratégie européenne ?¹ Les généraux qui dès 1794 proposaient d'envahir l'Allemagne par l'Italie ne s'étaient pas bornés à « apprendre la guerre dans les clubs révolutionnaires » (p. 276). Ils étaient pénétrés de l'intime corrélation qu'exercent les unes sur les autres les armées d'Allemagne et d'Italie. Et l'on ne s'explique bien ce qui s'est passé en Italie en 1796-1797 qu'en fonction des opérations se déroulant simultanément en Allemagne. C'est d'avoir méconnu les relations de cause à effet sur ces deux théâtres que Ferrero semble n'avoir rien compris à la campagne de Bonaparte.

Bonaparte a eu le souci constant de combiner son action avec celle des armées du Rhin. Il s'est mis d'abord en mesure de pénétrer en Tyrol et a manœuvré de manière à y rejeter les

¹ Les guerres des XIX^e et XX^e siècles — que Ferrero incorpore dans l'ère des aventures — confirment cette tradition de l'accolement des deux théâtres d'opérations. Solférino déclanche la mobilisation prussienne sur le Rhin. Custozza et Sadowa se font écho. Caporetto prélude à l'offensive du 23 mars 1918 et, dans la dernière guerre, les Alliés se sont trouvés simultanément en Bavière, sur l'Elbe et sur le Brenner, après que les armées de l'air en eussent fait un seul et même théâtre.

débris de Beaulieu. Mais tant que Moreau n'avait pas franchi le Rhin, c'eût été folie pour l'armée d'Italie que de marcher sur Innsbrück, laissant derrière soi, pour unique communication, l'étroit couloir de l'Adige que les Autrichiens pouvaient atteindre par le Pusterthal ou par le Frioul.

Fin juin, quand Moreau s'ébranle, Wursmer, ayant tiré d'Allemagne 60 000 hommes, est arrivé à Innsbrück. Il n'est plus question, pour Bonaparte, de se porter en Bavière. Il appelle plutôt au secours, car au moment où l'orage va fondre sur lui, Moreau approche seulement de Stuttgart.

Du 3 au 5 août, Bonaparte bat Wurmser (Lonato et Castiglione), mais ses troupes sortent épuisées de l'épreuve. Sitôt réorganisées, l'idée du Tyrol reparaît : Moreau atteint alors le Lech. Craignant de voir l'archiduc Charles accablé sur le Danube, l'Autriche ordonne à Wurmser de retenir à tout prix Bonaparte en Italie. Déjà un noyau de forces autrichiennes s'est aggloméré en Frioul, suffisant pour menacer la communication des Français s'ils marchent sur Innsbrück. Ainsi, par la force des choses, Bonaparte va se trouver attiré vers Trieste.

C'est ensuite la manœuvre de Bassano contre Wurmser. Puis, la défaite des armées françaises d'Allemagne coupe court à tout projet de liaison avec elles avant le printemps de 1797. Et pendant six mois, l'armée d'Italie, isolée, devra se borner à couvrir le siège de Mantoue.

Comment va se présenter la campagne de 1797 ?

Du moment que l'Autriche a porté des troupes dans le Frioul, la route d'Innsbrück est interdite à Bonaparte. Celle de Vienne, par le Frioul, ne lui sera ouverte que si le Tyrol se trouve garanti contre une offensive de l'armée impériale d'Allemagne. En 1796, celle-ci a utilisé une véritable position centrale entre les armées françaises d'Italie et du Rhin. On doit s'attendre au même jeu de navettes en 1797. Dans l'esprit du Directoire, en 1796, le rôle principal incombait à Moreau qui, arrivant sur l'Inn, devait provoquer l'évacuation du

Tyrol par les Autrichiens. En 1797, ce rôle principal échoiera à Bonaparte à la condition qu'il soit suffisamment renforcé. Tout se résume pour Bonaparte en une question d'effectifs : ou bien il entrera en Allemagne, ou bien il continuera à se borner à l'Adige. Les grandes lignes de la campagne qu'il propose dans sa lettre du 6 décembre sont arrêtées comme il suit :

Bonaparte s'ébranlera le premier sur la route de Vienne avec son armée d'Italie. Une deuxième armée, 40 000 hommes environ, sous ses ordres, balaira les défilés du Tyrol et y tiendra tête à l'ennemi jusqu'à l'arrivée de Moreau dont la marche sera grandement aidée par les craintes que Bonaparte aura fait concevoir à Vienne. L'ennemi évacuant la Souabe et le Tyrol à l'approche de Moreau, une grande partie de l'armée française du Tyrol rejoindra Bonaparte et celui-ci poursuivra sa marche en Styrie avec 50 à 60 000 hommes.

Ce plan, auquel Moreau fera défaut, aboutit à Leoben. Longtemps médité à l'avance et adapté au jour le jour au gré des circonstances toujours changeantes et souvent imprévues de la guerre, comment soutiendrait-on qu'un emballement irréfléchi provoqué par l'esprit d'aventure l'aurait seul engendré !

* * *

Il reste ce que G. Ferrero appelle « les abus de la force » ou « la guerre sans règles ».

Est-il exact que les guerriers et les diplomates, au XVIII^e siècle, se soient « efforcés de brider de plus en plus la force » (p. 35), déchaînée au contraire par ceux du siècle suivant ?

Certes, quand finirent les guerres de Louis XIV, il y eut une floraison abondante des théories pacifistes. De même après chaque période de vastes conflits. Mais ces aspirations n'exerçaient aucune influence sur l'activité des diplomates et des généraux. Alors, comme aujourd'hui, la pratique de la guerre était indifférente aux spéculations de ceux cherchant

à lui mettre un frein. Le siècle des philosophes, des abbés de Saint-Pierre et des Emmerich Vattel, reste l'un des plus chargés en conflits armés. Les hommes de ce temps ne comprennent pas la guerre différemment des contemporains de Louvois, Callot ou Montluc. Chez eux, la « sensibilité » est affaire de mode ; en fait, les mœurs rudes persistent.

Quant à cet hiatus doctrinal qui existerait entre la guerre d'ancien régime et celle dite « totale » dont parle Clausewitz, simple conclusion erronée de gens qui ne vont pas au fond des choses. Pourquoi celles de la guerre échapperaient-elles à la loi de l'évolution progressive, si générale qu'il n'est pas de révolution dont le passé, souvent très lointain, ne révèle les traces ?

Quelqu'un dont on ne peut nier qu'il avait de l'avenir dans l'esprit, a écrit : « Les horreurs de la guerre dépendent pour une large part des dimensions qu'on lui donne. Nulle sorte de lutte n'est, au total, plus sanglante que celle des nations armées. »¹ Dimensions dans l'espace, dans le temps, dans le nombre : aucune qui ne soit fonction des moyens mis en œuvre, en particulier des progrès réalisés dans l'armement.

Si Ferrero s'était enquis de décomposer la guerre en ses éléments techniques ; s'il s'était livré à l'étude indispensable des instruments et procédés tactiques, dispositions prises, répartition de l'armée, préparation de la bataille, mode de combattre des troupes, etc., au lieu de s'en tenir à la partie des plans de campagne qui relève de l'inspiration et des palabres du café du Commerce, il aurait constaté qu'à aucune époque le but de la guerre : *détruire son adversaire*, n'a été perdu de vue, encore moins méconnu.

C'est un enfantillage de croire que Turenne, Montecuccoli, le maréchal de Saxe, Frédéric II, les généraux et soldats de leurs temps pratiquaient de parti pris un genre de guerre lent et insignifiant ; qu'ils s'attardaient devant des places ou dans

¹ CH. DE GAULLE : *Vers l'armée de métier*, p. 93, 97.

des quartiers d'hiver par formalisme humanitaire ou scepticisme temporisateur. Leur désir de vaincre égalait celui des chefs de l'époque révolutionnaire. Ils le voulaient, mais ne le pouvaient pas. L'impuissance des armes, les procédés militaires en vigueur ne leur permettaient pas d'aboutir à des solutions décisives. On témoigne d'une profonde ignorance à soutenir que l'on se bat de même manière et avec mêmes effets, que l'on dispose de piques ou de mitrailleuses, de 200 canons ou de 20 000, et qu'une troupe marche à travers champs comme sur de bonnes routes entretenues.

Au XVII^e siècle, l'influence de l'arme à feu dans la bataille est encore insignifiante. On lutte en réalité à l'arme blanche. L'armée reste concentrée, toujours « ensemble », qu'elle marche, stationne ou combatte. Les dispositifs de bataille sont si longs à prendre que, même au contact, un adversaire est toujours libre de refuser le combat et de se retirer dans la direction qui lui convient. On n'engage le fer que par consentement mutuel. La bataille dure peu, mais elle est terrible : le tiers des combattants est sacrifié !

Au XVIII^e siècle, le fusil substitué au mousquet et à la pique, permet, vers 1720, de tirer plusieurs coups à la minute ; l'augmentation de portée et d'efficacité donne à l'homme abrité une supériorité marquée sur celui qui avance à découvert : par suite, les actions se prolongent. A partir de 1730, l'ordre de bataille s'amincit ; les ploiements en colonnes apparaissent ; quand s'achève la guerre de la succession d'Autriche, on s'occupe de régler la formation et le déploiement des colonnes serrées, élément essentiel de la tactique à quelques années de là ; l'ordre de bataille perdant son uniformité, on s'engage irrégulièrement et très vite ; les bataillons, rendus plus manœuvriers, passent rapidement du dispositif de marche au dispositif de combat dans une direction donnée.

Les canons de petit calibre recherchés pendant la guerre de Trente ans, réapparaissent en Occident avec Béliodor vers 1740 ; en 1765, le système de Gribeauval entre en service ; ces pièces, incapables de renverser une muraille ou un retranche-

ment, inutilisables par conséquent dans la guerre de siège ou de positions, répandues dans les bataillons et tirant à mitraille, élargissent la zone de mort autour de l'infanterie.

Enfin, généralisant le système des *têtes d'armée* détachées sur les barrières fluviales par Luxembourg, Villars et Berwick, le maréchal de Saxe couvrira ses magasins, ses communications, les flancs même de son armée, par des *divisions*, ce qui étend sa propre action, limite la zone de l'adversaire, enlève à ce dernier toute possibilité de retraite.

Ainsi naquirent insensiblement l'emploi des tirailleurs, l'ordre mince et l'ordre profond, la bataille irrégulière que livre le maréchal de Broglie avec un sens tactique de la nouveauté beaucoup plus développé que celui de l'ordre oblique cher à Frédéric II, le règlement de 1791 et tous les éléments de la prochaine grande tactique : combat en retraite, principe divisionnaire, extension du front et, ses limites, dispersion des forces pour vivre, leur réunion subite pour la bataille, la concentration des efforts ; bref, ce qui caractérise l'esprit offensif de la guerre moderne.

Toutefois, vers le milieu du XVIII^e siècle, le progrès des armes s'ajoutant aux obstacles naturels pour retarder la marche des armées, les généraux prétendus sages parce qu'ils manquent d'audace et d'indépendance d'esprit, céderont à une recrudescence de la guerre traînante d'autrefois : ne verra-t-on pas, plus tard, le Chassepot, le fusil à aiguille, le canon se chargeant par la culasse donner à nos chefs militaires de 1870 le sentiment faux d'une supériorité de la défense sur l'attaque ?... La guerre classique, chère à Ferrero, atteindra le dernier degré de lenteur précisément au moment où le perfectionnement de l'armement, le développement du réseau routier, les améliorations tactiques, enfin utilisées après la guerre de Sept ans, seront près de donner aux opérations un surcroît d'intensité. On aura alors l'air de passer brusquement d'un extrême à l'autre. Et tout concourra, à la fin du siècle, pour que l'esprit offensif, *désir* permanent des chefs militaires, devienne une *réalité*. Après quelques applications maladroitement

par les premières armées de la Révolution, Bonaparte en fera, dès sa prise de commandement, l'usage magistral que l'on sait.

* * *

Les pages qui précèdent ont cherché à faire sentir ce qu'il y a de superficiel et d'erroné dans les appréciations de G. Ferrero relatives à l'art et à l'histoire militaire.

Soucieux de déduire de l'étude du passé le comportement politique de ses contemporains, l'historien philosophe, en quête d'originalité, n'hésite pas à imposer sa volonté aux faits militaires qu'il déforme, ce qui tend — et c'est là le danger contre lequel il importe de se prémunir — à répandre une conception fautive des conditions techniques de la guerre, de sa doctrine, de son essence, des fins mêmes qu'elle poursuit.

Considérée du point de vue humanitaire, il n'est pas douteux que la guerre soit un non sens et il se peut que pour détruire l'axiome selon lequel *la force prime le droit*, on doive recourir à la formule intermédiaire d'une *limitation de la force*. Mais de quel poids est une démonstration qui repose sur une erreur fondamentale, à savoir qu'au XVIII^e siècle, la guerre, d'un commun accord entre belligérants, aurait subi de précises atténuations ! Laissons la « guerre en dentelles » à l'usage exclusif des idéologues et des romanciers.

De tout temps, l'homme a fait à l'homme le plus de mal possible. Avec une persévérance et une progression impressionnantes, la guerre a mis en œuvre des outils plus perfectionnés et puissants, des armes plus meurtrières. Les anathèmes qu'on leur a jetés n'ont jusqu'à présent rien changé.

Voilà le fait qu'un historien digne de ce nom ne saurait négliger. La guerre est chose trop sérieuse pour qu'on puisse la livrer aux seules spéculations de l'esprit et pour que, sous le généreux prétexte de préparer un meilleur avenir problématique, on méconnaisse de parti pris la rude expérience des siècles passés.

Général J. REVOL.
